

# Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

SPECIAL PROGRAMME DU PS

## ÉDITORIAL

### Un socialisme pour le XXI<sup>e</sup> siècle

En décidant de refondre son programme vieux de presque trente ans, le PSS s'engage dans une voie courageuse qu'il faut saluer. Le temps du débat est maintenant ouvert, et nous cherchons à y contribuer par ce numéro spécial qui est intégralement consacré à ce document. Il nous a semblé qu'il fallait s'élever à la hauteur de l'enjeu, ce qui explique ce numéro à plusieurs égards exceptionnel.

Plutôt que de discuter les points du projet de programme les uns après les autres, nous avons décidé d'entrer dans ce texte au travers de quelques problématiques plus ou moins transversales et qui nous paraissent plus particulièrement pertinentes. Il nous a semblé essentiel pour commencer d'établir pourquoi un programme était aussi important pour un parti comme le PS, puis de rappeler quelques éléments des précédents exercices du genre, afin d'inscrire la démarche actuelle dans une histoire maintenant plus que centenaire, aspect selon nous très négligé dans le texte de 2010.

Deux articles sont concernés par une discussion critique des valeurs fondamentales telles qu'elles sont formulées dans le programme, en insistant en particulier sur l'oubli inexplicable dans lequel l'égalité a été laissée. Comme la description de la situation actuelle et des récentes transformations du capitalisme occupent une place de choix au début du programme, nous avons décidé d'offrir une analyse alternative, ainsi qu'une présentation plus nuancée de la question européenne.

Enfin, quatre sujets spécifiques sont discutés dans les dernières pages du numéro: la politique migratoire, la fiscalité, la politique sociale et la formation.

Avec ce panorama, nous espérons contribuer au débat lié à la parution de ce projet de programme et attendons avec impatience les discussions qu'il ne manquera pas de susciter à l'intérieur du PS, dans la gauche et, souhaitons-le, dans l'ensemble de la société.

Réd.



## Pour un libre débat

*Pages de gauche* se réjouit de participer au grand débat sur le projet de programme du PS suisse par ce numéro. Il s'agit pour nous d'amener des propositions pour enrichir un document que nous jugeons important dans le projet politique socialiste. Critiques et questions parcourent donc nos articles et nous les soumettons à votre lecture. Nous espérons ainsi contribuer à une procédure aussi démocratique que possible. La discussion sur le projet de programme est ouverte!

#### ■ Concepts

De la nécessité, pour tout parti de gauche sérieux, de se doter d'un texte programmatique complet

Page 3

#### ■ Tou-te-s ensemble

De la place prioritaire qui devrait revenir à l'égalité parmi les principes affirmés par les socialistes

Page 6

#### ■ Fondamentaux

De l'utilité d'ancrer son discours programmatique dans une analyse précise de la situation actuelle et de ses causes historiques

Page 7



CAMARADE CHRONIQUEUR

## Dépasser le capitalisme, mais par où?

La révision du programme du PSS propose de «dépasser» le système capitaliste. Si toute militante peut se reconnaître dans ce projet, la grande question de savoir comment le dépasser reste ouverte.

Le choix se décline de deux manières: dépasser par la rupture ou par la réforme. L'idée de la rupture avec le capitalisme, soit son remplacement par un autre système, même si elle souffre des tentatives ratées de l'ancien «bloc communiste» n'en demeure pas moins actuelle, comme en atteste la situation en Grèce.

Alors, si l'on peut aisément se perdre dans le procès du passé, à disséquer les trahisons de l'idéal socialiste, l'on peut également tenter de réinventer cette utopie d'un monde qui ne serait pas basé sur l'idée de profit, mais sur celle du partage, soit réaffirmer ce besoin d'utopie qui est le nôtre.

De l'autre côté, on prône la réforme comme moyen de parvenir à dépasser les contradictions du système basé sur le profit, en y mettant de bien nommés «gardes-fous», nécessaires à contrôler ce système avant qu'il ne s'emballe, avec les conséquences que l'on sait.

Toutefois, pour que ces réformes permettent d'amener

ce système à se dépasser par lui-même, encore faut-il qu'elles soient durables. Et là, il faut dire que le bât blesse. Ayant un peu plus de trente ans, dont la moitié engagé à militer, je dois me rendre à cette évidence: les réformes ne sont pas durables. Et leur durabilité dépend, dans le fond, de notre capacité à les défendre face à l'appétit insatiable de dérégulation des milieux économiques et de leurs bras armés politiques que sont les partis bourgeois.

La récente disproportion entre l'aide octroyée à l'UBS et le plan de relance famélique proposé par le même Conseil fédéral ne déroge hélas pas à la règle qui veut que la tendance naturelle du système soit d'assurer sa survie, au mépris des intérêts du plus grand nombre.

Reste donc à déterminer si cette crise, dont les causes sont notamment l'absence de règles ou leurs suppressions successives, sera l'occasion de penser les réformes du système capitaliste autrement, c'est-à-dire comme devant être durables et renforcées.

*Matthieu Béguelin est président du PS de la ville de Neuchâtel*

CAMARADE CHRONIQUEUSE

## Quelle démocratie économique?

Détenir la puissance économique signifie détenir la puissance politique. On verra à quel point la première pourra être contrôlée par la régulation. En Suisse, on ne peut s'attendre qu'à de faibles changements car c'est dans ce pays que quelques unes des plus grandes sociétés *holding* ont leur siège central et celles-ci ne supporteront pas de se voir chassées par la majorité bourgeoise sous le coup d'une détérioration des conditions-cadres.

Il est réjouissant que le projet de programme du PS suisse soit axé sur la démocratie économique. Toutefois, l'analyse est trop lacunaire. L'introduction au chapitre «Notre vision» prétend par exemple que pour un nombre croissant de personnes, le travail ne serait plus une charge mais servirait leur développement personnel. Cela peut être vrai pour qui a le loisir d'exercer sans obstacle le travail de son choix. Le reste de la population qui travaille, soit la majorité, ne fait cependant pas partie de cette catégorie. Ainsi, le programme n'est pas conséquent avec sa propre analyse: s'il faut démocratiser l'économie, c'est bien parce que la majorité est aliénée par un travail subi, non épaulé par lui.

Les questions de propriété intellectuelle et de brevets – qui sont occultées dans le projet de programme – sont également importantes pour la démocratie économique. Si des règles restrictives dans ces domaines sont consacrées par la législation, elles deviendraient un obstacle à des solutions progressistes, comme par exemple l'*open source*.

Le déficit d'analyse se retrouve également dans le chapitre sur les services publics. On n'y parle pas du tout d'Internet; de même, la question de la régulation des communications au moyen d'échanges de données est totalement oubliée. Or, ces prochains temps, des décisions de grande importance devront être prises au niveau international, concernant notamment les standards, la neutralité des réseaux et la censure. Il est de surcroît dit que le service public est actuellement contrôlé démocratiquement. Cela peut être vrai en ce qui concerne d'une part les rapports de propriété, d'autre part les mandats de prestations, mais pas pour tout le domaine des structures internes. Dans le secteur public, il faut exiger une participation tout à fait exemplaire. Il y a d'ailleurs lieu de définir clairement ce qu'est la participation pour ne pas faire le jeu des adversaires de la consultation dans les entreprises telle que pratiquée en Allemagne.

A mon avis, le projet de programme souffre de quelques faiblesses. Si l'analyse et les revendications avaient été plus courtes et concrètes, il aurait été meilleur.

*Monika Rüsi est responsable du GT «démocratie économique» du Cercle d'Olten des socialistes de gauche*

### Contributions à un débat

Ce numéro de *Pages de gauche* est entièrement consacré au projet de programme publié par le Parti socialiste suisse et destiné à être amendé puis adopté en Congrès les 30 et 31 octobre à Lausanne. Le texte proposé par le Comité directeur du PS est accessible sous [www.pssuisse.ch/programme](http://www.pssuisse.ch/programme).

## CONCEPTS

# Pour(quoi) un programme

Pourquoi est-il si essentiel pour un parti de gauche d'avoir un programme? Tout simplement parce que le monde tel qu'il est, l'ordre établi tel que nous l'analysons, les sociétés dans lesquelles nous vivons et agissons nous laissent profondément insatisfait-e-s. Et il ne s'agit pas seulement d'améliorer leur fonctionnement, car c'est cet ordre lui-même qui fait naître ce sentiment et exige d'être changé. Dans ces conditions, il est crucial d'explicitier les raisons qui nous poussent à cette insatisfaction, d'indiquer les moyens et les fins de notre action politique, de dessiner un projet général qui nous guide et ses traductions politiques concrètes.

En outre, dans tout parti de gauche qui accepte une responsabilité gouvernementale, il importe d'insister sur la nécessité d'avoir un programme ouvert, transparent, discuté et rediscuté collectivement. Il faut énoncer aussi clairement que possible ce que nous ferons et quels sont nos buts politiques à court et à long terme, en étant conscient-e-s que ces derniers sont en permanence sujets à réévaluation et à transformation. Il y a mille manières de cheminer vers un horizon, mais sans avoir identifié cet horizon ou décrit le terrain qui nous environne immédiatement, il est peu probable que nous puissions nous en rapprocher. Il faut à tout moment savoir où l'on veut aller et comment, tout en sachant que cet horizon et les moyens de s'en approcher évoluent eux-mêmes, y compris à cause de nos propres actions.

Il faut donc parfois se relever pour apprécier la situation générale avec un peu de recul, établir de nouvelles priorités, réaffirmer ses objectifs et, surtout, redéfinir ce que ces derniers signifient aujourd'hui. Le projet de programme du PS suisse répond à ces tâches, mais n'y répond que partiellement. Il omet en particulier deux éléments fondamentaux.

## RÉFORMISME ET ALLIANCES

Le premier est la discussion de l'interaction entre les objec-

tifs principaux et les réformes envisagées à court terme. La position réformiste qui a toujours été celle du PSS ne peut se passer d'une réflexion permanente sur ce qu'est une réforme. S'agit-il seulement de colmater des brèches dans le fonctionnement du système, de réparer ce dernier? Ne faut-il pas plutôt envisager des transformations qui permettent, progressivement, de transformer ce même système, en particulier parce qu'elles en provoquent d'autres à leur suite? À ce titre, le réformisme social-démocrate ne peut consister à vouloir remplacer l'ordre existant par un ordre alternatif, déjà défini dans la tête des dirigeant-e-s du parti ou ailleurs. Il doit tout au contraire concevoir l'action politique comme une activité infinie, orientée dans une direction déterminée par le contenu d'un projet décidé collectivement. À ce titre, se battre pour une caisse maladie unique ne se situe pas au même niveau que l'instauration de la démocratie économique, ni dans la même perspective temporelle. La prise en compte de cette distinction semble singulièrement absente dans le projet de programme.

Le second oubli concerne les stratégies d'alliance. Un parti politique réformiste, qui plus est lorsqu'il aspire à des responsabilités gouvernementales – et cela semble toujours être le cas du PSS –, doit envisager des alliances avec d'autres partis, au-delà des coalitions de circonstances. Davantage, ces alliances doivent faire partie intégrante du programme lui-même, en cela qu'elles vont affecter les actions du parti et les transformations concrètes de la société. Une alliance privilégiée avec le PDC n'aurait absolument pas les mêmes effets politiques qu'une alliance avec les Verts ou la gauche non gouvernementale. Il ne s'agit pas de questions purement tactiques, comme certain-e-s le croient parfois, mais d'authentiques positionnements stratégiques, dont le programme ne prend pas la mesure.



## LE TEMPS DE LA DISCUSSION

L'ambitieux processus dans lequel le PSS s'est engagé est important à plus d'un titre. Il l'est par son contenu, mais il l'est aussi par sa forme. Il faut en effet relever que la discussion de ce nouveau programme est en elle-même essentielle. Elle permet de rassembler l'ensemble des militant-e-s du parti autour d'un débat concernant les objectifs et les moyens de leur activité politique quotidienne. L'interrogation sur ces derniers ne doit jamais être délaissée, mais il arrive quelquefois qu'on puisse la discuter collectivement, à l'échelle du parti tout entier. C'est précisément cette occasion qui nous est donnée cette année, et il faut s'en saisir en ayant conscience à la fois de l'importance et de la nécessité de la démarche.

Antoine Chollet

*Couverture de la première édition du Manifeste du Parti communiste (1848)*

HISTOIRES

# Les programmes du PSS: un survol historique

Depuis sa (re-)fondation en 1888, le Parti socialiste suisse s'est donné six programmes politiques (1888, 1904, 1920, 1935, 1959 et 1982). Ces textes mettent en évidence les oscillations de l'action du parti entre une alternative fondamentale à la société existante et l'intégration des socialistes à celle-ci. La tension entre ces deux pôles se traduit également par les débats socialistes autour de la participation au Conseil fédéral. Ainsi, par exemple, le programme réformiste de 1958 précède d'une année seulement le retour des socialistes au gouvernement fédéral au sein de la «formule magique». Quant au durcissement programmatique en 1982, il annonce les débats entre défenseuses-eurs et pourfendeuses-eurs de la participation socialiste au Conseil fédéral qui diviseront le parti l'année suivante, suite à la non-élection de Lilian Uchtenhagen.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, le socialisme suisse a été étroitement lié au radicalisme bourgeois, notamment eu égard la revendication en faveur d'un droit de vote et d'éligibilité directs obtenu en 1848. Un parti ouvrier en tant que tel n'émerge que tardivement.

Le programme du PSS fondé en 1870 est entièrement axé sur l'État qui est compris comme «le lien nécessaire entre les citoyen-ne-s pour atteindre le bien-être général et réciproque, qui n'est pas possible en agissant seul». Or, le PSS de 1870 a une courte vie. Ce n'est que la refondation en 1888 qui s'inscrit dans la durée. Albert Steck, la figure fondatrice, en rédige le programme. L'idée-force consiste en l'«organisation de toutes les activités économiques par le peuple moyennant l'étatisation». Aussi bien que la «domination de classe» que la «lutte économique de tous contre tous» doivent être successivement dépassées par des réformes.

**PROPRIÉTÉ PRIVÉE VERSUS PROPRIÉ-**

## TÉ SOCIALE

Il faut attendre l'année 1904 pour que la radicalisation du mouvement ouvrier suisse marque de son empreinte le positionnement programmatique des socialistes. Pour la première fois, la «lutte des classes prolétaire» est désignée comme forme de combat pour le «transfert des moyens de production de la propriété privée vers la propriété sociale» afin de «remplacer l'ordre social capitaliste par une économie coopérative basée sur les principes démocratiques».

## ENTRE «DICTATURE DU PROLÉTARIAT» ET «FRONT POPULAIRE DU TRAVAIL»

Pendant la Première Guerre mondiale, le PSS se situe à l'aile gauche du socialisme international. Des combats intenses à l'intérieur (grève générale de 1918), l'espoir d'une révolution et la volonté de limiter la scission communiste marquent la révision programmatique de 1920. La démocratie bourgeoise est appréciée beaucoup plus négativement comme «appareil de répression de la bourgeoisie». Les «actions de masse, manifestations et grèves politiques» sont également des moyens de lutte, mais pas les «actions individuelles et les putsch». La «conquête du pouvoir politique» est le «prochain but de la classe ouvrière», qui, si nécessaire, exercera la «dictature du prolétariat» qui se distinguerait comme «système des conseils» d'une domination de la minorité.

La révision de 1935 est tributaire de la crise économique et du fascisme. Rédigé par Robert Grimm, tout comme en 1920, le programme s'oppose au «capital financier» et s'adresse désormais non seulement aux ouvrière-ers, mais vise à «fédérer toutes les couches sociales exploitées en une communauté de lutte unie et anticapitaliste» («Front populaire du travail»). La référence à la «dictature du prolétariat» est supprimée sans débat majeur, contrairement à la reconnais-

sance de la nécessité de la défense nationale refusée en bloc à partir de 1917.

## UN PARTI POPULAIRE EN RUPTURE?

Dans l'après-guerre, les structures de classe traditionnelles se fissurent et l'augmentation générale du niveau de vie devient le maître mot. Juste avant d'entrer dans la grande coalition gouvernementale, en 1959, le PSS se donne son programme le plus insipide qui le définit comme «parti populaire» à l'instar des partis bourgeois.

Dans les années 1970, l'aile gauche du parti se renforce à nouveau et en 1976 le congrès décide à la surprise générale une révision du programme sur la base de la «rupture avec le capitalisme». Un premier projet critique durement l'économie capitaliste et propose l'«auto-gestion» comme principe directeur. Le débat qui s'en suit débouche en 1982 sur un programme qui reprend, certes, quelques thématiques nouvelles comme l'auto-gestion et l'écologie tout en leur octroyant une place marginale et en situant la critique sociale sur le plan de la morale.

Les révisions programmatiques n'ont pas eu d'influence sur l'ancrage électoral du PSS. Le parti a obtenu son meilleur résultat en pourcentage de l'électorat potentiel en 1931, alors que sa part par rapport aux électeurs s'étant déplacés aux urnes reste relativement stable depuis 1919. La montée du PSS s'est faite pendant une période de radicalisation, son recul lors d'une modération programmatique.

Philipp Müller

*Ce texte est basé sur une contribution plus longue de l'historien Bernard Degen, grand spécialiste de l'histoire du mouvement ouvrier suisse. L'auteur l'a adaptée et raccourcie tout en assumant la responsabilité de la présente version.*

SLOGANS ET REVENDICATIONS

# Démocratie économique et capitalisme: tout et son contraire

Avec son projet de programme, le PSS tente de prendre le contrepied d'une vision fortement ancrée dans la population: à droite il y a les partis de l'économie, à gauche ceux qui sont contre. En réalité, c'est parce que l'on a tendance à faire l'amalgame – totalement inexact – entre économie et vision politique néolibérale. Même si cela n'est pas explicitement mentionné dans le document, il est intéressant de constater à quel point les modèles d'économie participative ont la cote auprès de nombreuses excellentes économistes. En se réappropriant le discours économique et y intégrant la démocratie, le PSS fait un pas avant-gardiste. Il propose une réorientation du système capitaliste vers les valeurs socialistes. S'il est bien exploité, peut-être ce programme pourrait-il bien sonner le glas de ce monopole libéral sur le discours économique.

## LA QUADRITHÉRAPIE

Au chevet d'un système capitaliste malade en tous points, le programme énonce de nombreux remèdes conjoints. Ils peuvent être inscrits dans quatre axes majeurs, même si la posologie de toutes ces mesures reste peu claire: dans quels cas appliquer quelle solution?

Un axe important est celui du service public au sein duquel on rappelle l'importance de la propriété et de la gouvernance publiques des tâches utiles au bien public. Le constat est fait qu'aujourd'hui de nombreuses tâches doivent être récupérées dans le domaine public. Ici, la démocratie économique, c'est la récupération par le peuple des moyens d'assurer ses besoins primordiaux et fondamentaux.

Le second axe important est celui lié à la notion de coopérative, où l'on veut passer particulièrement pour le secteur privé vers des entreprises, soit qui appartiennent de plus en plus à leurs travailleuses-euses, soit qui sont contrôlées de façon démocratique par des sociétaires disposant chacun-e du même nombre de voix.

Le troisième axe est plus un mode de gouvernance et de gestion, où l'on souhaite que la participation des employé-e-s aux décisions de leur entreprise soit renforcée, même si les modalités d'exercice de ce pouvoir sont peu claires dans le projet de programme. Cet axe est indépendant de la question de la propriété. Même à droite, on peut considérer comme acceptable une certaine participation des employé-e-s ou une certaine autonomie qui renforcera l'efficacité et la productivité.

La quatrième proposition tourne autour des caisses de pension qui renferment de grandes quantités de capitaux n'appartenant pas aux classes dominantes. Donner du pouvoir à celles-ceux qui détiennent déjà de façon légitime les entreprises pourrait réorienter les politiques d'investissement vers des secteurs plus proches des valeurs socialistes. Cette ligne argumentative a déjà existé par le passé, mais on peut constater que ce moyen de prise du pouvoir sur le secteur privé par les travailleuses-eurs semble peu efficace.

xièmement, il s'agit de possession par les travailleuses-eurs de leurs moyens de production. Les deux logiques sont différentes, et cette vision duale sous-entend l'existence d'une sorte de limite entre deux formes de production: celle qui relève du public et celle qui, même dans l'idéal, doit demeurer dans le secteur privé. Il est important de noter que la propriété publique des moyens de production ne signifie pas forcément qu'il y a un gouvernement fort qui détient tout le pouvoir sur l'ensemble du facteur de production qu'est le capital. Cette manière de penser a d'ailleurs déjà prouvé qu'elle amenait son lot de risques probablement insurmontables liés à la concentration du pouvoir.

## UN NUMÉRO D'ÉQUILIBRISTE

Si l'intention de mentionner la démocratisation de l'économie comme point phare est louable, la démarche se fait dans le texte en titubant avec ambiguïté entre dépassement du capitalisme et amélioration de celui-ci. Ce numéro d'équilibrisme donne l'impression d'un manque de clarté et d'une peur d'affirmer clairement et solidement dans le texte que la véritable démocratie ne peut passer que par un changement de système.

Cette quadrithérapie indique la bonne direction. Toutefois, certaines des mesures proposées sont clairement des points de transition dont on ne saurait se satisfaire à long terme. Nous devrions par exemple à long terme nous opposer à la notion de caisse de pension, puisqu'un système par répartition est favorable. La question de la gestion participative comme mode de gestion n'est pas aussi importante que celle de propriété de l'entreprise accordée aux employé-e-s, ou au peuple. Deux chemins vers la démocratisation de l'économie sont proposés. Premièrement, il s'agit de la démocratisation par la propriété collective des moyens de production. Deuxièmement, il s'agit de démocratisation par la propriété collective des moyens de production. Deuxièmement, il s'agit de possession par les travailleuses-eurs de leurs moyens de production. Les deux logiques sont différentes, et cette vision duale sous-entend l'existence d'une sorte de limite entre deux formes de production: celle qui relève du public et celle qui, même dans l'idéal, doit demeurer dans le secteur privé. Il est important de noter que la propriété publique des moyens de production ne signifie pas forcément qu'il y a un gouvernement fort qui détient tout le pouvoir sur l'ensemble du facteur de production qu'est le capital. Cette manière de penser a d'ailleurs déjà prouvé qu'elle amenait son lot de risques probablement insurmontables liés à la concentration du pouvoir.

Si l'intention de mentionner la démocratisation de l'économie comme point phare est louable, la démarche se fait dans le texte en titubant avec ambiguïté entre dépassement du capitalisme et amélioration de celui-ci. Ce numéro d'équilibrisme donne l'impression d'un manque de clarté et d'une peur d'affirmer clairement et solidement dans le texte que la véritable démocratie ne peut passer que par un changement de système.

Si l'intention de mentionner la démocratisation de l'économie comme point phare est louable, la démarche se fait dans le texte en titubant avec ambiguïté entre dépassement du capitalisme et amélioration de celui-ci. Ce numéro d'équilibrisme donne l'impression d'un manque de clarté et d'une peur d'affirmer clairement et solidement dans le texte que la véritable démocratie ne peut passer que par un changement de système.

*Samuel Bendahan*

## Changer de système

Le choix de démocratiser l'économie actuelle est sans doute très bon dans une perspective réformiste, mais cela doit se faire sans oublier les objectifs socialistes réels. Tant que la quête du profit individuel au travers du capital existera, il y aura toujours dans notre société des pouvoirs non démocratiques. Par définition, le capitalisme est une force qui va contre la démocratie puisqu'il implique un pouvoir différencié pour chacun, dépendant de sa richesse. Au sein d'un chapitre intitulé «Notre vision», il est primordial de ne pas entrer déjà dans le compromis, en affirmant plus clairement que cette vision est le dépassement du système capitaliste. Malheureusement, même s'il en est fait mention, cet objectif n'est jamais exprimé clairement, comme si les auteur-e-s avaient peur des valeurs fondamentales du socialisme. Au contraire, pour exorciser cette peur, il aurait peut-être fallu clarifier davantage que les militant-e-s socialistes sont animé-e-s avant tout par le projet d'un autre système, qui n'a absolument rien à voir avec les catastrophes «communistes» du passé. SB

TOU·TE·S ENSEMBLE

## Et l'égalité, bordel?

Une des observations les plus tristes sur ce projet de programme se rapporte au chapitre censé présenter nos valeurs fondamentales. La justice, jamais définie, est présentée comme la valeur centrale du socialisme, et la liberté et la solidarité se voient reléguées au second plan. Évidemment, il est difficile d'argumenter contre un texte qui ne définit pas sa valeur fondamentale. En outre, les différents éléments de l'argumentation sont contradictoires. C'est pourquoi nous vous donnons à lire des propositions alternatives plutôt qu'une critique point par point.

### L'ÉGALITÉ AU CŒUR DU SOCIALISME

C'est bien le fait que nous considérons tous les êtres humains comme égaux non seulement en droit mais aussi en valeur qui constitue l'essence du projet socialiste. Sur la base de quel autre principe lutterions-nous sinon pour la solidarité et la liberté? Mettre la justice à cette place est une erreur logique. Réclamer la justice ne fait sens que si les inégalités sont jugées inacceptables, mais la justice ne contient pas en soi l'égalité. Certain·e·s trouveront juste que les patron·ne·s aient plus de privilèges que les employé·e·s. On ne peut fonder l'idéal et l'action socialiste sur ce terme.

Un autre problème surgit dans le projet de programme avec l'égalité qui est plusieurs fois confondue avec l'égalité des chances, que l'on peut remplacer par équité. En effet, le combat pour l'équité est nettement moins ambitieux car il n'aboutit pas à l'égalité. Ainsi, il ne s'agirait pas de tendre vers une société où les discriminations disparaissent, mais plutôt de mettre en place des correctifs laissant à chaque individu des «chances égales». Et ces dernières resteront purement virtuelles dans une société inégalitaire où les possibilités de chacun·e sont limitées par sa position sociale, c'est-à-dire la classe mais aussi le sexe, la race, l'orientation sexuelle, etc.

### LA SOLIDARITÉ À LA BASE DE NOTRE LUTTE

L'expérience des inégalités partagées et notre refus de ces discriminations développent la conscience collective de l'oppression et ainsi la solidarité. Le projet de programme du PS suisse dénote son manque de réflexion sur une composante fondamentale de la lutte collective en réduisant la solidarité à la juste répartition des richesses! Ainsi, c'est bien parce que nous sommes solidaires que nous souhaitons l'émancipation de chacun·e et notamment un accès égal aux services que l'on veut publics. Pour ce faire, il s'agit de contribuer selon sa capacité économique. Mais ce qui est solidaire c'est la contribution, la redistribution n'est qu'un effet, même si elle peut représenter un moyen de tendre à une égale liberté.

### LA LIBERTÉ EN TÊTE DE NOTRE COMBAT

Pour la gauche démocratique, l'égalité comprend la liberté, au sens où cette dernière doit être également partagée. La liberté pour toutes et tous est un objectif qui se construit sur la valeur d'égalité. Ces deux valeurs se confondent car une égalité véritable se traduit par une liberté réellement exerçable par chacun·e. Ainsi la liberté est la réalisation politique de l'égalité. Dans cette période où les

interdictions semblent à l'ordre du jour de tous les partis, même de gauche, il est bon de rappeler que les luttes socialistes ont pour but plus de démocratie et de liberté.

La capacité d'agir et de s'auto-déterminer est la finalité du mouvement socialiste. Mais le projet de programme nous propose deux concepts creux et dépolitisés – le bien-être et la qualité de vie – à la place de celui riche de valeurs et d'actions politiques que constitue l'émancipation. Un programme politique devrait se débarrasser de ces concepts qui ne contiennent en propre aucun sens politique et introduisent plutôt l'idée d'un ordre moral utilitariste. Pourquoi libérer les esclaves et émanciper les femmes s'ils et elles nagent déjà dans le bonheur? Parce que nous estimons que personne ne peut ni ne doit penser à la place d'un·e autre. C'est bien la réappropriation du pouvoir et en particulier de son pouvoir personnel qui est nécessaire, même si la liberté donnée par ce pouvoir peut faire surgir des souffrances.

*Stéphanie Pache*

## Pour une écologie socialiste

Non seulement l'égalité a disparu, mais en plus on retrouve le développement durable à sa place, c'est-à-dire en l'occurrence à une place de choix, au vu de l'importance quantitative et qualitative qui lui est accordée (deux pages et un sous-chapitre à lui contre un paragraphe pour la solidarité...). Il est parfaitement scandaleux que le projet de programme ne propose pas de soumettre les préoccupations écologiques aux besoins humains comme cela est fait pour l'économie. Le concept de développement durable est suffisamment critiqué et critiquable pour que l'on s'économise cette répétition ici, mais notons encore que ce sous-chapitre est parfaitement incohérent avec le reste du chapitre, voire du programme. Au sujet d'une écologie socialiste, nous proposons la (re) lecture d'un de nos articles: «Le socialisme sera écologique ou ne sera pas...», février 2008. SP

## INDIVIDUALISME

# Quand les socialistes se réalisent

Un des traditionnels clivages entre gauche et droite concerne le rôle et la position de l'individu dans la société. Historiquement, le socialisme réfute la vision libérale où le choix des individus libérés de toute contrainte étatique est le moteur de la société idéale et où chaque humain est l'artisan-e de son propre bonheur. À gauche, nous insistons sur le fait que les choix des individus ne peuvent être dissociés des structures économiques en place et des rapports de forces entre classes sociales aux intérêts divergents. Ainsi, sans remise en cause du système économique et des hiérarchies sociales, les libertés individuelles ne peuvent exister car les inégalités actuelles les restreignent.

Ce thème est abordé dans le projet de programme du PS suisse. Mais il est inquiétant de constater qu'on n'y trouve aucune analyse critique de l'individualisme et de la société du mérite. Certes, le constat que les libertés individuelles ne pourront s'exprimer qu'en réduisant les inégalités initiales des individus est posé. Mais ce discours sur l'égalité des chances s'insère dans la nécessité de permettre à chacun-e de «gravir les échelons» dans la société et d'atteindre le sommet de la hiérarchie sociale pour trouver son bonheur.

## INDIVIDUALISME ET RÉALISATION DE SOI

Dans le chapitre introductif du programme, l'individualisme associé au concept flou de recherche du bonheur et de réalisation de soi est présenté comme un état de fait, voire un but vers lequel doit tendre notre action. Ainsi, «l'individualisme [ne serait] plus une prérogative des élites sociales» (p. 11). Dans le projet de programme, «le monde entier devient une scène sur laquelle l'individu se montre et se met

en valeur» et «chacun et chacun peut et doit trouver son bonheur à sa propre façon et a le droit de découvrir son identité profonde» (p. 11). Cette analyse angélique ressemble étrangement à un discours libéral classique sur le rôle de l'individu et la responsabilité individuelle. On en retient que celui ou celle qui le veut, peut construire son bonheur et se réaliser socialement. Ces affirmations sont certes nuancées par le constat des inégalités entre hommes et femmes, mais cet unique exemple n'est pas suffisant et surtout pas placé dans un contexte général d'un monde de plus en plus clivé où le sexe mais aussi le niveau social, l'origine, la qualification déterminent la situation économique et la reconnaissance des individus.

## ÉGALITÉ DES CHANCES ET SOCIÉTÉ DU MÉRITE

En lisant le début du chapitre «Nos valeurs fondamentales», on est rassuré de découvrir un discours liant le concept de liberté à celui d'égalité. On peut y lire que le PS suisse ne partage pas «le dogme de la droite selon lequel chacun est l'artisan de son propre bonheur», que «ce qui n'est pas partagé, c'est la position de départ pour atteindre ces objectifs» (p. 13). Ce constat ancré à gauche débouche sur des revendications de meilleure redistribution des richesses par l'État, par des services publics et un système de sécurité sociale forts et un accès à la santé et la formation pour toutes et tous.

L'ambiguïté du discours et les problèmes que cela pose en terme d'égalité viennent plus loin dans le texte. Car si le constat est posé que le niveau social, la formation et la qualification influencent la position et la réussite d'une personne, il n'y a pas de remise en cause de ces positions et de ce que l'on

appelle la «réussite».

On peut ainsi lire que «l'État social préventif permet aux citoyennes et aux citoyens d'améliorer leur situation sociale et d'en gravir les échelons» (p. 25). Ainsi, le problème de la hiérarchie dans le monde du travail, des différences salariales et de la mauvaise reconnaissance des métiers peu qualifiés n'est pas posé. Tout se règle par une meilleure qualification des travailleuses-eurs qui leur permettront de s'imposer dans une société où rentabilité, concurrence et flexibilité sont devenus des maîtres-mots indiscutés.

Toujours sur la politique de formation, on trouve aussi plusieurs revendications affirmant à juste titre que l'origine sociale doit cesser de déterminer l'accès à la formation et la réussite scolaire, mais défendant de manière très inquiétante la société du mérite par des affirmations sous-entendant que ce sont les capacités individuelles qui devraient déterminer le niveau de formation et professionnel.

On peut donc faire une analyse très nuancée du projet de programme du PSS. Sur le thème des libertés individuelles, on peut comprendre tout et son contraire. Ce flou dans l'analyse et surtout le manque de contextualisation et de critique générale d'une société ne jurant que par le mérite individuel sont problématiques pour un texte visant justement à dépasser les revendications pragmatiques et réalisables à court terme.

*Line Rouyet*

FONDAMENTAUX

# Un diagnostic un peu léger

Dans *Le manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels, avant d'en venir au programme socialiste à proprement parler (qui tient en fait en dix points) proposent une cinquantaine de pages d'analyse du mode de production capitaliste, du mouvement ouvrier et des différentes conceptions du socialisme. Il serait probablement injuste de comparer le nouveau programme du PSS à cet illustre précédent, mais le détour historique permet tout de même de pointer un problème majeur dans la rédaction du programme actuel: l'absence de perspective historique et l'absence de méthode.

Les raisons de la nécessité de renouveler un programme (celui de 1982) ne sont pas données, pas plus que ne sont analysés les parcours tracés depuis cette date, les succès et les échecs de la stratégie de 1982. Voici quelques éléments qui auraient dû y figurer.

## 1. L'OFFENSIVE NÉOLIBÉRALE ET LA TRANSFORMATION DANS LA LUTTE DES CLASSES

Il y a trente ans, la social-démocratie européenne pouvait regarder le passé récent avec certaines satisfactions: le développement d'un état social, accompagné d'une croissance économique relativement bien redistribuée pouvait être mise à son crédit. Il n'était pas absurde de vouloir étendre ces conquêtes de la classe ouvrière, en régulant peu à peu le capitalisme, à la fois au niveau national et internatio-

nal, afin de le dépasser ultimement.

C'était sans compter la réaction de la classe bourgeoise qui dès le début des années 1980 a repris la main. Si le projet de programme ne méconnaît pas l'importance du néolibéralisme, qu'il mentionne à plusieurs reprises, il oublie cependant d'expliquer comment ce dernier a passé du statut de dogme sectaire à celui de théorie économique principale. Les rôles respectifs de la fin de la croissance effrénée des Trente glorieuses, de l'organisation méthodique des intellectuels néolibéraux et du durcissement des relations entre blocs de l'Est et de l'Ouest à la fin des années 1970, notamment, ne sont pas mentionnés. Or il ne faudrait pas que la «révolution néolibérale» paraisse simplement tombée du ciel, alors qu'il s'agit d'un processus historique dont la compréhension est essentielle. L'offensive néolibérale a été le moyen par lequel la bourgeoisie a retourné à son avantage l'État et l'économie. Privatisations, dérégulation, financiarisation, mais aussi flexibilisation, précarisation, individualisation et chômage de masse ont été les moyens de cette offensive qui a laminé l'État social, les syndicats et les partis sociaux-démocrates. Sur le plan idéologique la gestion collective ou étatique a été l'ennemi à abattre et le marché est devenu la seule manière de régler les problèmes (qu'il s'agisse des retraites, de la fourniture des services publics ou de la crise climatique).

## 2. UN MONDE UNIDIMENSIONNELLE-MENT CAPITALISTE

La chute du collectivisme bureaucratique en URSS et dans les pays de l'Est n'a pas conduit au développement d'un socialisme à visage humain, mais s'est soldé par l'imposition de régimes de choc néolibéraux. La Chine, toujours gouvernée de manière autoritaire, est devenue l'atelier du monde. Les expériences progressistes ont été rapidement mises au pas. L'Union européenne s'est révélée être plus un outil de dé-

régulation qu'un espace social.

La disparition des partis communistes n'a pas mené au renforcement de la social-démocratie. En réalité, plombée par les échecs d'une politique «réaliste» (Mitterrand, Gonzalez) et surtout par les trahisons de dirigeants opportunistes promoteurs d'une fumeuse «troisième voie» (Blair, Schröder), la social-démocratie s'est largement discréditée en Europe, ouvrant l'espace politique à gauche à une décomposition des forces en présence: partis écologistes, nouvelles forces radicales, mouvement dit «altermondialiste», etc.

## 3. REDÉFINITION DU BLOC BOURGEOIS EN SUISSE

Cette offensive néolibérale, portée par les élites économiques et intellectuelles au service de la classe bourgeoise a trouvé en Suisse un relais providentiel dans la «nouvelle UDC» de Christoph Blocher qui a su allier offensive néolibérale avec racisme et xénophobie. Les thèmes agités par l'UDC, véritable leader du bloc bourgeois, ont contribué à faire diversion des problèmes socio-économiques et à accroître la division au sein des travailleuses-eurs. La gauche elle-même n'a pas été exempte de l'offensive néolibérale, celle-ci ayant été relayée jusqu'au sein du PS. Les instruments de démocratie directe (référendum gagné contre la LME) ont permis de limiter partiellement cette offensive, sans pour autant parvenir à modifier sérieusement ni durablement les rapports de force généraux.

Le PSS ne devrait pas non plus faire l'économie de l'analyse de ses transformations internes (chute du nombre de membres, bureaucratisation du parti, «émancipation» des mandataires, etc.) ni de ses moyens (stratégies d'alliance, liens avec les syndicats, participation au gouvernement, utilisation de la démocratie directe, etc.) dans le programme qu'il entend tracer pour les trente prochaines années.

Romain Felli

## Une «globalisation» voulue par les États

La prétendue «globalisation» qui s'imposerait de l'extérieur et produirait des effets néfastes en Suisse n'est en fait que l'extension des rapports de production capitaliste. Or cette extension n'a pas été imposée de l'extérieur, mais elle a été activement promue en Suisse par la classe bourgeoise et ses relais: le libre-échange commercial, la suppression des protections du marché intérieur, la libre-circulation des travailleuses-eurs sans mesures d'accompagnement, etc. sont toutes des initiatives organisées dans et avec le soutien de l'État suisse au profit de la bourgeoisie industrielle et financière. Les «perdants» de cette globalisation ne sont pas les victimes de l'étranger mais le prolétariat du capitalisme suisse, en Suisse et à l'étranger. RF

## MIGRATION

# Aux frontières de la migration

Le projet de programme du PSS aborde-t-il suffisamment et sous le bon angle les questions liées à la migration? L'avis de Cesla Amarelle, présidente du Parti socialiste vaudois. Propos recueillis par Line Rouyet.

**Pages de gauche: De manière générale, es-tu satisfaite de la manière dont la question migratoire est abordée dans le projet de programme du PSS?**  
*Cesla Amarelle: Sur le plan de l'analyse, j'aurais évidemment préféré un chapitre distinct mais je comprends les limites imposées par l'exercice. Au chapitre «Globalisation», la relation entre la libéralisation du commerce, le choix de la migration d'élite au début des années 2000 et l'émergence du phénomène de la migration sans statut légal (sans-papiers) pour les travailleuses-eurs non qualifié·e·s à la suite de la suppression du statut de saisonnier·ère, aurait dû au moins être signalée.*

## Et au niveau des revendications?

*Sur le plan des revendications, il me manque un positionnement de principe sur la politique des cercles (régime préférentiel pour les Européen·ne·s et migration d'élite pour les autres)*

*qui est très discriminatoire, sur la crise du droit d'asile et les mesures de contrainte qui posent des problèmes de droits humains évidents, sur l'absence condamnable d'assouplissement du droit de la naturalisation et sur la nécessaire régularisation des sans-papiers.*

**La migration liée à l'ouverture des frontières est à plusieurs reprises présentée comme un problème potentiel et un risque de montée en force du nationalisme et de la xénophobie si elle est mal accompagnée et régulée. Que penses-tu de cette analyse?**

*La politique migratoire contemporaine a toujours été un ajustement permanent passant de phases de fermeture à des phases plus libérales de relative ouverture. Ces retours de balancier résultent de rapports de forces entre, d'une part, les acteurs économiques (tension entre des branches économiques axées sur le marché interne et des branches plus compétitives) et, d'autre part, la pression constante des mouvements xénophobes. Quel que soit le contexte (fermeture/ouverture), tout le défi d'une politique de gauche sur ces questions est de défendre une ligne où la migration de travail se fonde sur des critères non*

*discriminatoires et où le droit d'asile est sauvegardé. Tout le contraire d'aujourd'hui.*

## Et dans l'immédiat?

*Faute de mieux, on doit au cours de cette prochaine décennie faire pression pour mettre en place des correctifs solides au vu des dysfonctionnements évidents. Les mécanismes de régularisation pour les sans-papiers, de hausse de contingents pour les cantons, des assouplissements sur les statuts de réfugié·e·s, la mise en place respectueuse des droits humains face à des conventions comme celle de Dublin, un usage très mesuré des mesures de contrainte, doivent être clairement avancés.*

**Es-tu satisfaite de la manière dont est présenté le concept d'intégration comme processus réciproque et des revendications développées en la matière?**

*Au-delà de la réciprocité, le programme a raison d'insister sur le caractère actif et positif de cette notion qui requiert un travail constant.*

## IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-  
 Abonnement de soutien: Fr. 130.-  
 Abonnement réduit: (AVS, AI, étudiant·e·s, chômeuses-eurs) Fr. 39.-  
 CCP 17-795703-3

www.pagesdegauche.ch  
 Case postale 7126, 1002 Lausanne  
 info@pagesdegauche.ch

### Rédaction:

Samuel Bendahan (SB), Antoine Chollet (AC), Maurizio Colella (MC), Alain Dilbergot (AD), Romain Felli (RF), Adrien Fontanellaz (AF), Benoît Gaillard (BG), Stéphanie Pache (SP), Line Rouyet (LR), Arnaud Thiéry (AT).

### Comité:

Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Dan Gallin, Dominique Hartmann, André Mach, Pierre-Yves Maillard, Stéphane Montanero, Philipp Müller, Chantal Peyer, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

### Maquette:

Marc Dubois, Lausanne.

### Secrétariat de rédaction:

Antoine Chollet.

### Mise en page:

Benoît Gaillard

### Webmaster:

Mathieu Gasparini.

### Illustrations:

Christian Vuilloud (Cévu).

### Relecture:

Dominique Hartmann, Salima Moyard.

### Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

### Réponses au quiz de la page 12:

1. La citation B est issue du projet de programme. La citation A est un extrait de l'encyclique *Rerum novarum*, de Léon XIII (1891). La citation C est un extrait du programme de Bad Godesberg du SPD allemand (1959).
2. La citation B est issue du projet de programme. La citation A est un extrait du programme actuel, dit programme de Hambourg, du SPD allemand (2007). La citation C est un extrait du *Nouveau modèle économique, social et écologique* du PS français (2010).
3. La citation A est issue du projet de programme. La citation B est un extrait du *Programme de transition* de la 4<sup>e</sup> Internationale (1938). La citation C est un extrait des *110 propositions pour la France*, texte programmatique du PS français et du candidat Mitterrand (1981).
4. La citation B est issue du projet de programme. La citation A est un extrait la publication de l'OCDE, *Employment outlook 2009. Tackling the Job Crisis* (2009).
5. La citation C est issue du projet de programme. La citation A est un extrait de *Renewing America's Promise*, plate-forme programmatique du Parti démocrate américain (2008). La citation B est un extrait d'un texte d'économistes sur le projet de loi sur l'aide aux hautes écoles (2009).

## LA ROSE



Une rose au(x) programme(s) du PS suisse – au projet actuel pour s'être souvenu de son histoire en osant affirmer une vision, ainsi qu'au co-fondateur du PS Albert Steck, cité en p. 17 du projet, qui écrivait que «réunis, le pouvoir politique et le pouvoir économique du peuple forment la démocratie sociale, c'est à dire le socialisme».

## LE POING



(Propositions féministes contenues dans le projet de programme du PSS)

EUROPE

# Pour l'UE, pas pour l'Europe SA

Il y a un an, *Pages de gauche* citait le syndicaliste néerlandais Edo Fimmen qui écrivait en 1924 que «la plupart des grands groupes industriels dans différents pays ont depuis longtemps étendu leurs sphères d'intérêts au-delà des frontières nationales», prélude à la naissance d'une grotesque Europe du capital, «l'Europe SA». L'Europe est toujours un sujet de débats au sein de la gauche, notamment dans le cadre du projet de programme du PS suisse.

## DE L'ADMIRATION BÉATE...

La direction du PS écrit dans le projet mis en consultation qu'«aucune région du monde, sans doute, n'a été marquée aussi profondément que l'Europe par le socialisme et donc, en l'occurrence, par la volonté de se distancier du capitalisme libéral» (p. 8). Cette curieuse affirmation est caractéristique de la première partie du projet. On y trouve une admi-

ration sans borne pour l'Europe – sans que l'on sache très bien si c'est de l'Union européenne (UE), de la «construction européenne» ou du continent dont il s'agit tant l'usage des termes fluctue. Plus grave, le chapitre «Les temps modernes» décrit l'Union européenne comme un projet de paix et de redistribution des richesses, sans penser en termes de rapports de forces la constitution du marché commun favorisant la circulation des facteurs de production mobiles, au premier rang desquels le capital.

## ...AUX ARGUMENTS TERRE-À-TERRE

Quand il s'agit de formuler la position du PS par rapport à l'adhésion de la Suisse à l'UE (p. 36), la position devient plus pragmatique. Elle renvoie à la plateforme européenne de 2005/06 qui soutient l'adhésion de la Suisse à l'Union si celle-ci est négociée et accompagnée de profondes réformes internes. Hélas, il est na-

vrant que l'enjeu soit abordé sous l'angle de l'érosion de la souveraineté formelle, argument très peu percutant en faveur de l'adhésion.

## L'ADHÉSION, QUAND MÊME

Dans l'ensemble cependant, les conclusions du programme méritent d'être soutenues. L'UE n'est sans doute pas «l'enfant du socialisme». Toutefois, elle peut servir notre volonté de lutter pour les droits sociaux et la redistribution des richesses au niveau international. Comme le constatait Edo Fimmen, le patronat a depuis longtemps uni ses forces au-delà des frontières nationales. La solidarité internationale des travailleuses-eurs tarde à se mettre en place; la vision du socialisme suisse doit être d'y œuvrer, ce qui passe notamment par la participation à des structures européennes à démocratiser.

Arnaud Thiéry

FINANCEMENT PUBLIC

# Puiser à de nouvelles sources

Le projet de programme passe un peu sous silence la question fiscale. Hormis l'introduction de deux impôts, sur les successions et sur les gains en capitaux, il ne formule pas de propositions fortes. Quelles perspectives pour l'argent public? L'avis de Pierre-Yves Maillard, Conseiller d'État vaudois. Propos recueillis par Benoît Gaillard.

**Pages de gauche:** le projet de programme n'est pas particulièrement loquace sur la question des financements publics. Quelles sont pour toi les perspectives dans ce domaine?

Pierre-Yves Maillard: la question est de savoir à quelles tâches nous sommes prêts à consacrer plus de ressources. Il me semble qu'en ce moment, il y a une opportunité à saisir pour augmenter les ressources des assurances sociales, pour contrer le blocage des recettes imposé par la droite depuis plusieurs décennies. Nous pourrions ainsi soumettre les dividendes distribués par des sociétés

suisse, ainsi que les gains issus de réductions de valeur nominale des actions ou de rachats d'action aux mêmes cotisations sociales (voir encadré ci-contre). Les recettes qui s'en dégageraient permettraient de renforcer symboliquement l'AVS en instituant, par exemple, une treizième rente annuelle.

**L'actualité ramène la fiscalité sur le devant de la scène dans tous les pays. Quels sont les combats d'avenir pour la gauche suisse en la matière?**

En matière fiscale, il s'agit évidemment de combattre toutes les baisses. Mais actuellement, les assurances sociales font l'objet de davantage d'attaques. Nous devons, alors, nous montrer actifs et expliquer que consacrer un peu plus de ressources à l'AVS ou à l'assurance-chômage consiste à assurer le progrès social et économique. De plus, le principe d'assurance garantit une large acceptation de ces institutions. Enfin, l'avantage des prélèvements à la source est indiscutable: il permet

d'éviter toutes les stratégies mises en place par les hauts revenus pour échapper à l'impôt.

## Cotisations sociales sur les revenus du capital

Plusieurs modèles permettraient de soumettre les revenus du capital à des cotisations sociales classiques. D'une part, l'argent que l'entreprise, d'une manière ou d'une autre, distribue à ses actionnaires, pourrait être soumis à la même cotisation qu'un salaire, à savoir 6.05%. D'autre part, on pourrait imaginer un prélèvement d'une telle cotisation sur les dividendes touchés par des contribuables suisses, dividendes dont l'imposition a, pour les gros actionnaires, subi une diminution importante récemment.

Une résolution adoptée en 2007 par le PSS prévoyait qu'une simple cotisation de solidarité de 5% prélevée sur les revenus du capital générerait 3 milliards de recettes annuelles – c'est-à-dire très exactement de quoi financer une treizième rente AVS annuelle pour tou-te-s les rentier-ères, mais cette recette pourrait aussi être affectée aux allocations familiales par exemple. Le PS français, dans le cadre du débat sur les retraites, a récemment formulé des propositions similaires. Une manière utile de rappeler que la solution du «problème» des retraites dépend aussi du courage d'aller chercher l'argent là où il est. BG

## FORMATION

# L'arme du XXI<sup>e</sup> siècle?

Le projet de programme du PSS met à juste titre un accent fort sur la formation... mais il le fait dans une direction utilitariste qui s'éloigne de nos valeurs fondamentales

Alors qu'on peut se satisfaire que le projet de programme mette une certaine emphase sur la question de la formation, en particulier en tant qu'instrument de progression de la démocratie, il existe dans le document une série d'égarements qui peuvent choquer. Il faut préciser que nous combattons corps et âme la logique de la compétitivité, sur tous les fronts. En effet, celle-ci signifie le triomphe d'un groupe sur un autre, au détriment d'une collaboration collective. Au niveau de la formation, le projet de programme prône une formation de qualité comme outil de compétition contre les autres pays, et même comme une réduction des coûts des assurances sociales.

## UNE MISSION IMPORTANTE

La formation, et la recherche aussi d'ailleurs, ne doivent pas

avoir pour objectif l'amélioration de la condition des Suisses par rapport aux habitant-e-s des autres pays, mais représenter à la fois un vecteur d'émancipation et de progrès pour tou-te-s. Ainsi, même si cela peut affaiblir la compétitivité économique de la Suisse contre d'autre pays, il doit figurer dans le programme d'un parti de gauche que celui-ci s'oppose aux barrières que constitue la propriété intellectuelle. La richesse que pourrait apporter la puissance d'un bon système de formation et de recherche aura d'ailleurs vite fait de dépasser les bénéfices que tirent les propriétaires de leurs brevets. Cette richesse, en plus, profiterait à tou-te-s.

L'idéal derrière la formation est que celle-ci est un pré-requis pour une démocratie saine et une expression de la liberté de tou-te-s. Nous devons donc la défendre pour cet objectif là, comme un but en soi, et non comme un moyen de jouer au même jeu que les détenteurs-trices actuel-le-s du pouvoir.

## JOUER AVEC LE FEU DE LA CONNAISSANCE

Un programme, ce n'est pas une série de phrases populistes et contradictoires mises bout à bout afin de ne blesser personne. Un programme, c'est le cœur de nos valeurs, la flamme pour laquelle brûle chaque militant-e. La formation, c'est la même chose: elle est au centre de ce que chacun-e de nous devenons. Sur ce sujet, particulièrement, nous devons être irréprochables et clair-e-s. La formation ouverte, démocratique, gratuite et surtout libre, ainsi que son partage universel sont probablement l'un des piliers sur lesquels se bâtira une société progressiste, lorsque demain nous aurons finalement dépassé le capitalisme.

*Samuel Bendahan*

## POLITIQUE SOCIALE

# Socialement vôtre

Alors qu'on s'attendait à un projet ambitieux au moins sur la question sociale, nous avons cherché en vain les propositions qui permettraient de tendre à l'éradication des inégalités sociales et donc à la disparition du concept même d'aide sociale.

En lieu et place d'une proposition de transformation des conditions de travail, on nous fait part de réformettes suffisamment imprécises pour en rester au *statu quo* et qui donc n'engagent à aucune action ni revendication progressistes. Nous devons réaffirmer notre volonté de changer les rapports de travail, notamment par la participation démocratique de tou-te-s les salarié-e-s aux décisions qui les concernent, ce qui permettrait la dispari-

tion des inégalités salariales. Il manque également la réduction du temps de travail hebdomadaire pour changer le rapport au travail, notamment en perdant sa centralité dans nos vies. Ce sont ces mesures qui permettraient toute une série d'autres activités nécessaires à la participation démocratique et à l'émancipation des individus. D'autre part, il serait nécessaire de concevoir une allocation universelle mettant chacun-e à l'abri et prévenant les rapports d'exploitation.

## CHANGER LE RAPPORT DE FORCE

En effet une telle mesure réduirait les pressions économiques obligeant les individus à accepter l'inacceptable en matière de rémunération et de conditions de travail. De même

le fait d'avoir d'autres priorités et processus de valorisation que l'activité professionnelle diminuerait aussi les pressions sociales et le sentiment d'échec et de dévalorisation vécu par certain-e-s lors de la perte d'un emploi.

Voilà les propositions que nous souhaitons voir dans un programme socialiste en matière de politique sociale. En effet il s'agit de promouvoir l'émancipation de chacun-e. Car c'est le sentiment de sa capacité d'action qui donne à l'individu un sentiment de sécurité. Ainsi il importe de conquérir la liberté pour assurer la sécurité et non l'inverse comme le préconise le projet de programme.

*Stéphanie Pache*

**SALLE DES PAS PERDUS****Qui a écrit quoi?**

Dans chacun des lots de citations suivants, une est extraite du projet de programme du PSS. Laquelle?

Réponses en p. 9, dans l'impresum, avec les sources des autres citations.

**1. AIDE(S)**

A. «Pour aider à surmonter les phases difficiles et la misère lorsqu'elles se présentent, l'aide sociale doit être complétée par des services auxiliaires individuels»

B. «[Il faut] soutenir les groupes socialement défavorisés par des mesures ciblées de promotion»

C. «Il faut, par des mesures promptes et efficaces, venir en aide aux hommes des classes inférieures»

**2. DÉMOCRATISATION(S)**

A. «La participation des employé-e-s aux décisions concernant la place de travail, l'exploitation et l'entreprise [...] constitue également un bon instrument, car elle retire aux possédant-e-s une partie de leur pouvoir pour le transférer aux travailleuses et aux travailleurs»

B. «Élu par tous les ouvriers et employés de l'entreprise, le Comité d'usine crée d'un coup un contrepoids à la volonté de l'administration»

C. «Pour l'embauche, le licenciement, l'organisation du travail, le plan de formation, les nouvelles techniques de production, [le Comité d'entreprise] doit pouvoir exercer un droit de veto avec recours devant une nouvelle juridiction du travail»

**3. CAPITALISME(S)**

A. «Le commerce mondial apporte de nouvelles places de travail et de la prospérité à beaucoup de gens»

B. «Des économies entières profitent de la globalisation, d'autres sont perdantes»

C. «Mettre fin aux déséquilibres de la mondialisation prendra du temps et il faut le dire honnêtement»

**4. CHÔMAGE(S)**

A. «[il faut] réduire la place de l'approche consistant à donner la priorité au travail, généralement prépondérante avant la crise, au profit d'une démarche privilégiant la formation pour les personnes très exposées au risque de chômage de longue durée»

B. «Les personnes les mieux formées participent davantage à la vie sociale et politique. Elles s'intègrent plus vite et plus durablement au marché du travail»

**5. FORMATION(S)**

A. «Nous pensons que nos universités et nos autres institutions d'enseignement supérieur doivent favoriser l'acquisition par leurs futurs diplômés des compétences nécessaires pour améliorer notre compétitivité économique»

B. «L'innovation et le savoir sont, surtout en Suisse, des moteurs de la création de valeur et de la prospérité. Du fait qu'elles ont la formation comme fondement, l'organisation de cette dernière est déterminante pour le progrès futur»

C. «La Suisse est restée l'un des pays les plus riches du monde, avec une des économies les plus compétitives qui soit [et] un des systèmes de formation les plus polyvalents»

**JAB**

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi : Pages de gauche  
Case postale 7126, 1002 Lausanne

Démocratie économique

